



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**LOCATION DE BUNGALOWS ET SERVICES ASSOCIES
POUR LE SITE DE SEVRES**

**L'ETABLISSEMENT PUBLIC MANUFACTURES NATIONALES – SEVRES
ET MOBILIER NATIONAL**

NUMERO : 2025-AOO-08

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

Pouvoir adjudicateur :

Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay

[Désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national]

1 RUE BERBIER DU METS - 75013, PARIS

SIRET : 939106274 00011

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur Mickael RONCIER-DESVAGES, Directeur délégué à l'administration

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou cessions de créances :

L'agent comptable de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national.

Ordonnateur :

Monsieur Mickaël RONCIER-DESVAGES, Directeur délégué à l'administration de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national.

Comptable public assignataire des paiements :

L'agent comptable de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Procédure de passation :

Procédure formalisée application des articles L.2123-1 1°, R.2123-1 1° et R.2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique.

ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet le projet d'aménagement d'une réserve tampon provisoire consistant en la fourniture et pose en location d'une construction modulaire pour permettre la réalisation de la chaîne opératoire de traitement des collections patrimoniales du bâtiment 9. Le présent marché inclut également les prestations de transport des éléments modulaires ainsi que leur maintenance, durant l'entière période de leur location.

1.2 - Identification du maître d'ouvrage

L'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national du ministère de la Culture sera désigné dans le présent marché « pouvoir adjudicateur ».

ARTICLE 2 – CONTEXTE DE L'OPERATION

Dans le cadre du projet de construction d'un nouveau bâtiment de réserves sur le site de la Cité de la céramique à Sèvres, il est prévu la démolition de deux bâtiments, les bâtiments 9 et 10.

Le bâtiment 9 est occupé actuellement par diverses œuvres appartenant aux collections patrimoniales dont une partie des œuvres émettent des rayonnements ionisants.

Le bâtiment 10 est occupé actuellement par des collections de moules datant en grande majorité du XVIII^e siècle.

Avant de démolir les bâtiments 9 et 10, il est nécessaire de lancer les chantiers des collections spécifiques qui permettront de vider les bâtiments.

Ainsi le présent marché s'insère dans le projet d'aménagement d'une réserve tampon provisoire qui a pour but de permettre à la Cité de la Céramique de bénéficier de locaux supplémentaires pendant huit (8) mois pour que le département du patrimoine et des collections (DPC) puisse mener à bien le chantier des collections patrimoniales du bâtiment 9. La présence d'une infestation par des micro-organismes dans ce local nécessite une décontamination à l'objet qui ne peut pas, pour la bonne conduite de l'opération, s'effectuer dans les bâtiments existants.

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS GENERALES DES MISES A DISPOSITIONS DES MATERIELS

3.1. - Exécution du marché

Le titulaire a à sa charge la mise à disposition de matériel et services associés, tels que définis aux articles du présent CCTP et ce conformément aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur.

3.2 - État et connaissance des lieux

Une visite sur site est obligatoire pendant la consultation et avant la remise des offres, dont les conditions sont fixées à l'article 2.6 du Règlement de la Consultation du présent marché.

Le titulaire est de ce fait réputé avoir vu les lieux et s'être rendu compte de leur situation, ainsi que de toutes les difficultés et sujétions pouvant résulter de l'exécution des prestations suivant le plan de

situation joint à celui-ci.

En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance des conditions du chantier du site.

Le titulaire devra effectuer :

- Le nettoyage des accès privés ou publics si la propreté de ceux-ci est dégradée, suite aux opérations de livraison ou reprise des matériels ;
- La remise en état des éventuelles dégradations des voies publiques ou privées, en cas de responsabilité du titulaire.

3.3 - Conformité des matériels

Tous les matériels devront être conformes aux réglementations en vigueur, et notamment aux réglementations CE, transcrites dans la réglementation française, au jour de la rédaction du présent CCTP.

Le titulaire fournira une notice claire d'utilisation pour un usage optimal des installations.

Les surfaces et volumes des bungalows indiqués dans les définitions des articles ci-après, peuvent différer suivant les fabricants. Il est donc accepté une différence entre l'article du CCTP et le matériel proposé par le titulaire. Le titulaire devra répondre a minima aux surfaces prévues au programme pour chaque typologie.

3.4 - Fiche de Données de Sécurité (FDS)

Le titulaire fournira, les FDS des produits pétroliers, produits de nettoyage, et autres substances utilisées pour le fonctionnement ou l'entretien des matériels.

ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES COMMUNES DES BUNGALOWS

Constructions modulaires de type monobloc d'une capacité de 15m², pour un usage polyvalent en réfectoire, vestiaire, bureaux, avec diverses possibilités d'assemblage.

4.1 - Description technique

Carrosserie de type tôle sur structure soudée en acier galvanisée :

- Parois isolées en panneaux sandwichs composés de feuilles d'acier galvanisé laquées et d'une âme isolante Polyuréthane 50 mm minimum. Les parois sont de type panneaux sandwichs d'environ 40 mm avec une isolation thermique rigide et pare-vapeur aluminium sur les 6 faces (classement au feu M0 incombustible, ininflammable recommandé) ;
- Toiture isolée en panneaux sandwichs composés de feuilles d'acier galvanisé laquées et d'une âme isolante Polyuréthane de 40 mm minimum ;
- Plancher en panneaux de bois aggloméré de 18 mm minimum hydrofuge (Label CTBH), ou plancher fibrociment de 16 mm minimum, et recouvert d'un revêtement de sol de type PVC ;
- Porte extérieure galvanisée avec blocage de porte (en position ouverte), nervurée à barillet avec au minimum deux clés. A défaut de fournir une clé passe, *en deux exemplaires*, ouvrant tous les éléments, le prestataire fournira un jeu de deux clés par module ;
- Fenêtres double vitrage en façade avec barreaudages et volets roulants, rideaux ou stores.

4.2 - Équipements électriques

Les équipements électriques minimums demandés sont conformes à la norme NFC 15 100 :

- 1 tableau électrique général 220V / 50hz avec interrupteur différentiel et disjoncteurs de protection ;
- 2 ou 3 prises de courant 16A+T ;
- 1 chauffage type convecteur 1500 W ;
- 1 éclairage par tube fluorescent ou réglette led ;
- Câblage en saillie ;
- 1 Détecteur de fumée.
- 1 boîte extérieure ou prise de raccordement au réseau électrique.

Le raccordement des modules entre eux ou au réseau électrique se fait de préférence par prises CEE encastrées dans le cadre. Dans ce cas, la fourniture de prises câblées nécessaires au raccordement des modules est à la charge du titulaire.

Tous les modules devront être équipés des éléments de sécurité, conformément à la réglementation en vigueur. Le contrôle et la vérification des extincteurs sont à la charge du titulaire. Par défaut, et conformément à la réglementation en vigueur :

- un extincteur portatif à eau pulvérisée d'une capacité minimale de 6 litres pour 200 m2 de plancher ;
- un appareil par niveau.

Pour les modules spécifiques, le type d'extincteur est défini directement dans les articles ci-après.

4.3 - Assemblage de bungalows horizontalement

L'assemblage standard de bungalows sera prévu horizontalement. Il comprend tous les moyens humains et matériels s'y afférant.

L'assemblage, y compris le grutage, le calage et la mise à niveau, sera compris dans le prix du transport.

Le prestataire devra préciser dans le cadre de réponse technique de son offre le nombre de bungalows fournis et la limite de calage.

4.4 - Prestations de raccordement électrique et fourniture d'un coffret de chantier

Raccordement électrique et pontage entre bungalows conformément à la norme NFC 15 100 avec ;

- 1 tableau électrique général avec interrupteur différentiel et disjoncteurs de protections avec au moins 2 prises de courant ;
- 1 coffret de chantier 220 volts muni de différentiel et coup de poing ;

L'ensemble des travaux devront être réalisés conformément aux réglementations en vigueur au jour de la réalisation des travaux, et notamment, à la dernière version en vigueur :

- De la norme NF C 14-100, pour le raccordement du coffret de comptage au coffret du point de raccordement du réseau ;
- De la norme NF C 15-100, pour le raccordement du coffret de comptage au coffret de distribution des bungalows et des coffrets de distribution sur chantier.

4.5 - Transports

Les transports devront se faire conformément aux réglementations en vigueur. Les transports comprennent le déchargement et le positionnement du matériel (y compris le grutage, le calage et la

mise à niveau, compris dans le prix du transport) selon l'implantation définie au programme ainsi que l'enlèvement à l'issue des prestations.

La livraison doit obligatoirement être assurée entre 8h et 17h le jour demandé.

Le bon de livraison est obligatoirement contresigné par le responsable d'opération à la livraison.

Au moment de la mise en place, le titulaire doit veiller à isoler les points de contact du cantonnement avec le sol et assurer le raccord à la terre de ce dernier (pour mise en conformité avec le principe de la cage de Faraday).

Le titulaire prendra connaissance des accès de chantier et mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires pour effectuer les transports et transferts sur chantier. En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance des conditions d'accès au chantier.

Le titulaire devra également effectuer le nettoyage des accès privés ou publics lors des opérations de chargement et déchargement, ainsi que la remise en état des éventuelles dégradations des voies publiques, privées ou de tout autre ouvrage. Les opérations de transport, de chargement, de déchargement et de transfert se feront sous l'entière responsabilité du titulaire et sans l'assistance du personnel du site de Sèvres.

4.6 - Protocole de sécurité pour les opérations de chargement et déchargement des matériels

Conformément aux articles R. 4515-1 à R. 4515-11 du Code du travail, toutes les livraisons des matériels feront l'objet d'un protocole de sécurité pour les opérations de chargement et déchargement effectuées par une entreprise extérieure, situations « à risques » en termes d'accidents du travail. La législation a renforcé les obligations patronales de ce point de vue pour assurer la sécurité des travailleurs. Des dispositions spécifiques fixent ainsi les règles de coordination et de prévention devant être observées (Code du travail, art. R. 4515-1 à R. 4515-11). En particulier, les opérations de chargement ou de déchargement réalisées par des entreprises extérieures doivent faire l'objet d'un document écrit, appelé « protocole de sécurité » (lequel remplace le plan de prévention).

Le Protocole de Sécurité est un document qui a pour but de recenser et d'évaluer les risques inhérents à la co-activité entre structure d'accueil et transporteur lors d'opérations de chargement et/ou déchargement. Le protocole de sécurité chargement / déchargement définit le rôle de chacun des intervenants ainsi que les moyens mis en œuvre.

Le protocole de sécurité sera envoyé au titulaire. Ce dernier devra compléter sa partie et le renvoyer impérativement, avant les opérations de chargement ou déchargement.

4.7 - Interfaces avec les sols existants

Le titulaire devra mettre en œuvre toutes les modalités nécessaires à la stabilité de ses équipements en réalisant les opérations de calage et de répartition des charges par tous moyens appropriés.

4.8 - Mise en œuvre d'une rampe d'accès aux bungalows

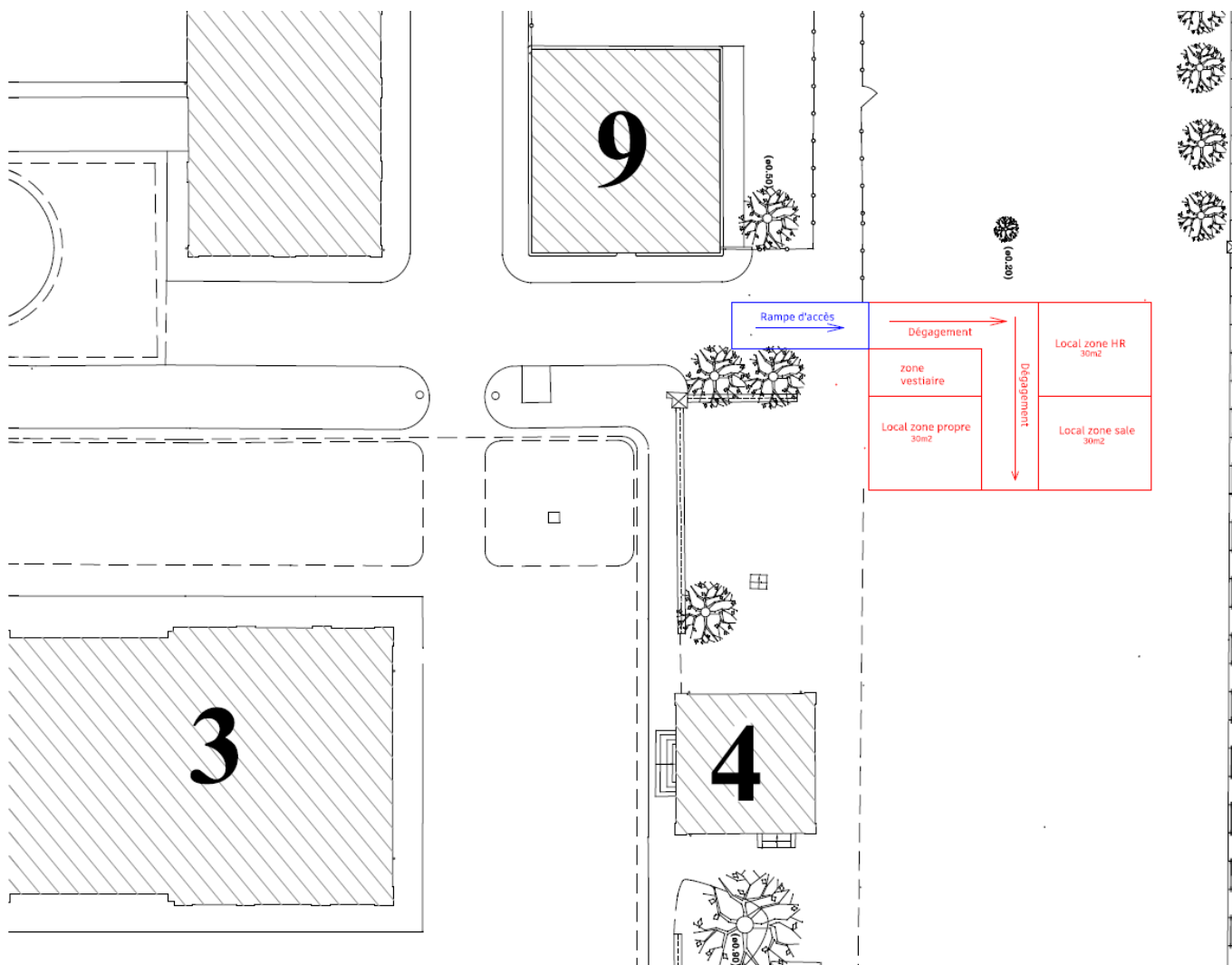
Comme indiqué sur le plan d'aménagement, le titulaire devra fournir et mettre en œuvre une rampe d'accès aux bungalows permettant l'accès à des chariots sans ressaut.

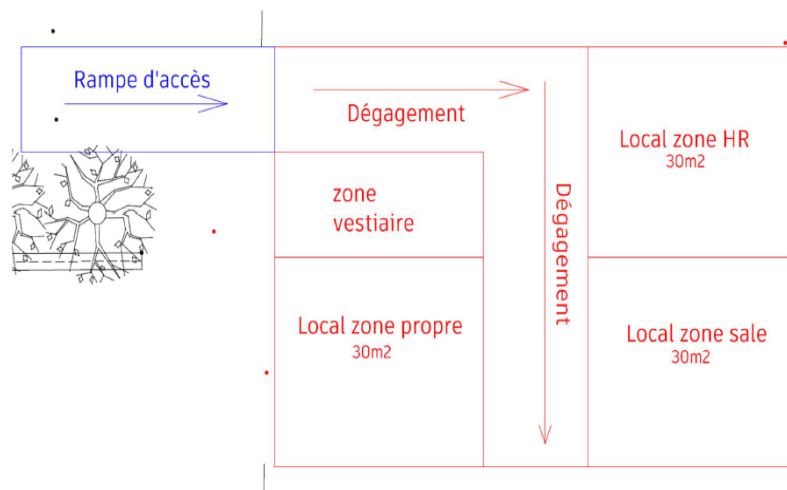
ARTICLE 5 – CARACTERISTIQUES SPECIFIQUES DES BUNGALOWS DEMANDES DANS LE CADRE DU CHANTIER DES COLLECTIONS

5.1 - Descriptif du projet et caractéristiques des différents locaux

Le projet d'aménagement d'une réserve tampon provisoire consiste la fourniture et pose en location d'une construction modulaire pour permettre la réalisation de la chaîne opératoire de traitement des collections patrimoniales du bâtiment 9.

Le besoin en surface au sol de cette réserve tampon est d'environ 150m² qui sera de plain-pied.







Vue du bâtiment B9





5.2 - Local « zone HR »

Utilisé pour stockage temporaire d'objets nécessitant un abaissement de l'hygrométrie

UTILISATION	SUPERFICIE UTILE	ACCES	EQUIPEMENTS INCLUS DANS LA LOCATION
Espace indépendant - Stockage temporaire des œuvres ne pouvant pas être décontaminées en phase aqueuse	30 m2	Largeur libre de 120 cm ; pan incliné ou plain-pied ;	<ul style="list-style-type: none">- Mise sous alarme- 2 fenêtres pour aération- Isolation permettant d'abaisser l'humidité du local ; chauffage à 16°C mini- 75 mètres linéaires pour des étagères de 40 cm de profondeur. Portance de 100 kg par tablette. Prises pour branchements : Besoin nécessaire de 1000 Watt maximum pour 2 appareils

5.3 - Local « zone sale »

Utilisé pour la décontamination des œuvres (tous protocoles confondus)

UTILISATION	SUPERFICIE UTILE	ACCES	EQUIPEMENTS INCLUS DANS LA LOCATION
Utilisation pendant période de chaîne opératoire, pour des œuvres ne pouvant pas être décontaminées en phase aqueuse → Mesures radioprotection	30 m2	Largeur libre de 120 cm ; pan incliné ou plain-pied ;	<ul style="list-style-type: none">- 2 fenêtres pour aération- chauffage à 16°C minimum- Etagères de 40 cm de profondeur, portance 100 kg par tablette, 6 mètres

ET → Dépoussiérage (protocole OP) OU → Nettoyage (protocoles R et NP)			linéaires, - 3 tables pliantes de dimensions 80*180 (portance 100kg ?) minimum, hauteur adaptable, 3 tabourets - Prises pour branchements (dont 1 aspiration mobile + 1 générateur vapeur d'eau - 2500 W ou 2 aspirateurs 1000 W ; éclairage d'appoint)
--	--	--	---

5.4 - Local « zone propre »

Utilisé pour la chaîne opératoire collecte d'informations sur œuvres (tous protocoles confondus)
Si communication avec la zone sale, un sas en polyane sera aménagé entre les deux par les prestataires.

UTILISATION	SUPERFICIE UTILE	ACCES	EQUIPEMENTS INCLUS DANS LA LOCATION
Utilisation pendant période de chaîne opératoire → Prises de dimensions, photographies, saisie informatique, constat d'état, interventions d'urgence	20 m2	Largeur libre de 120 cm ; pan incliné ou plain-pied ;	- 2 fenêtres pour aération - chauffage à 16°C minimum - Etagères de 40 cm de profondeur, portance 100 kg par tablette, 6 mètres linéaires, - 3 tables pliantes de dimensions 80*180 (portance 100 kg) minimum, hauteur adaptable, 3 tabourets - Prises pour branchements (dont 3 éclairages d'appoint, ordinateur, balance gros formats)
Utilisation : conditionnement pour déplacement	10 m²		- 2 fenêtres pour aération - chauffage à 16°C minimum

			<ul style="list-style-type: none"> - Etagères de 45 cm de profondeur, portance 100 kg par tablette, 6 mètres linéaires, - 2 tables pliantes de dimensions 80*180 (portance 100 kg) minimum, hauteur adaptable, 2 tabourets
--	--	--	--

5.4 - Local « vestiaire »

UTILISATION	SUPERFICIE UTILE	ACCES	EQUIPEMENTS INCLUS DANS LA LOCATION
→ Habillage et deshabillage	15 m2	Largeur libre de 120 cm ; pan incliné ou plain-pied ;	<ul style="list-style-type: none"> - 2 fenêtres pour aération - chauffage à 16°C minimum - 4 armoires vestiaires une personne avec compartiment propre et compartiment sale. Fermeture par cadenas.

NOTA : Les couloirs intérieurs qui desservent les différents espaces décrits ci-dessus auront une largeur libre de 120 cm.

ARTICLE 6 - SERVICES ASSOCIES

6.1 - Opérations de maintenance

Les opérations de maintenance concernent l'ensemble des interventions nécessaires, sur demande du pouvoir adjudicateur, afin d'assurer le maintien en état normal des équipements loués par le Titulaire (éclairage, dispositifs de chauffage, fenêtres et volets, etc.).

Sur l'ensemble des modules demandés, les réparations dues à une panne ou une casse liée à la vétusté ou à une malfaçon ainsi que l'entretien courant lié à la bonne utilisation des modules, seront à la charge du titulaire sauf cas d'utilisation non conforme avérée.

Toute anomalie devra être traitée dans un délai d'un (1) jour ouvré maximum après signalement par le représentant du site de Sèvres, dans la limite des horaires transmis dans le protocole d'accès fournis en fin de ce paragraphe.

Dans le cas où un remplacement s'avérerait nécessaire par un matériel équivalent, il sera effectué dans un délai complémentaire d'un jour ouvré. Un délai plus court pourra être proposé par le titulaire, ce délai sera alors repris en termes d'engagement.

Protocole d'accès

- **Horaires d'accès :**

7h à 18h de lundi au vendredi.

L'accès au chantier les samedis, dimanches et jours fériés ne sera pas possible, sauf accord préalable de l'établissement.

- **Conditions d'accès :**

Passage par le PC de sécurité pour perception d'un badge visiteurs. Un badge "durée de chantier" nominatif pourra être donné aux compagnons présents de manière récurrente. Ils devront le porter visible à tout moment.

Accès piétons, livraisons et véhicules uniquement par le 4 grande rue.

ARTICLE 7 - RECEPTION DES MATERIELS AVANT MISE EN SERVICE

7.1 - Réception

Tous les matériels livrés font l'objet d'une réception en la présence obligatoire des deux parties, afin de vérifier leur conformité par rapport à la définition du CCTP. En cas d'absence du titulaire, la réception, et éventuellement les anomalies constatées, est prononcée de fait, et le titulaire ne pourra la contester.

Pour toutes réserves émises, il sera procédé à leur levée (si les réserves ont été corrigées) par écrit.

Il peut être établi plusieurs PV (procès-verbaux), au fur et à mesure de l'apparition des non-conformités, au cours du déroulement du chantier. Les procès-verbaux pourront être établis sur la base de rapports photographiques.

7.2 - État des lieux

- **Etat des lieux d'entrée :**

Un état des lieux contradictoire des espaces mis à disposition du titulaire pour la pose des bungalows sera réalisé avant leur mise en place, à une date à fixer d'un commun accord entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.

- **Etat des lieux de sortie :**

A la fin de la location, un état des lieux de sortie portant sur l'état des bungalows et, après leur dépose et la reprise par le titulaire de l'espace mis à disposition, de ces espaces, sera fixé à la date du dernier jour de chantier.

Le titulaire en sera informé par courriel 48 h avant, afin qu'il soit présent à cette date. En cas d'absence du titulaire, l'état des lieux est effectué sans sa présence. Dans ce cas, le titulaire ne pourra s'opposer ou émettre des réserves sur l'état des lieux.

ARTICLE 8 – DELAI PREVISIONNEL DES PRESTATIONS DE LOCATION

8.1 - Début des prestations

Les prestations de location débutent le jour suivant la mise en service sur site des bungalows. Cette phase est formalisée par la rédaction d'un PV de réception, tel que décrit dans l'article 7 du présent CCTP

8.2 - Délai de livraison

La livraison, le montage et la mise en service des bungalows doit être réalisée au plus tard dix (10) jours ouvrés à réception de l'ordre de service de démarrage des prestations émis par le représentant de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national.

8.3 - Durée prévisionnelle de location

La durée prévisionnelle de location des bungalows est de huit (8) mois.

8.4 - Augmentation ou diminution de la durée de location :

En cas d'augmentation ou de diminution de la durée de location des bungalows, le montant du marché sera réévalué en référence au BPU.

8.5 - Fin des prestations

A la fin du délai de location indiqué au 8.3 du présent CCTP, le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour déposer et procéder à la reprise de ses installations.